

15, passage Duboal, Paris

ABONNEMENTS

France, 1 an 22 fr.
— 6 mois 11 fr.

Etranger, 1 an 40 fr.
— 6 mois 20 fr.

Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière

★

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

La lutte contre la vie chère :

En 1919 le prolétariat italien a envahi tous les gros magasins et leur a imposé une réduction des prix de 50% !...

Exemple à suivre.

La pause? C'est bon pour les radicaux et leurs laquais!

Contre la Vie chère, Pour les masses laborieuses

Que veut le P.O.I.?

Au départ de « l'expérience Blum » (plus exactement Daladier-Blum-Thorez), trois positions politiques fondamentales s'affrontaient.

Celle de la réaction : « Il faut continuer dans la voie de la déflation, sur le dos des masses travailleuses, en renforçant l'Etat, et en employant au besoin les méthodes fascistes. »

Celle du Front populaire : « Il faut dans le cadre actuel du régime capitaliste, obtenir des améliorations substantielles du sort des masses laborieuses. »

Celle des « trotskystes » : « Il est vain d'attendre des améliorations substantielles et durables du régime du capitalisme pourrissant. La tâche centrale, consiste à utiliser la crise pour monter à l'assaut du régime. Si avant le succès définitif, certaines améliorations partielles, peuvent être obtenues, elles ne pourront l'être que par la force même des masses dirigé contre tout le régime. »

de reprendre l'élan pour un nouveau bond.

« N'écoutez pas ces provocateurs » ont répliqué les chefs du Front populaire (de gouvernement par ses poursuites, l'Humanité par ses diffamations). Et ils sont passés aux actes. D'abord la dévaluation, ensuite la loi sur l'arbitrage obligatoire. Devant la hausse constante de la vie, on a nommé une « commission des prix ».

Aujourd'hui, on peut se demander, quel est le bilan de cette politique, non en consultant la statistique officielle, mais en interrogeant n'importe quelle ménagère. Elle vous répondra invariablement : « Je dépense à mon marché 30 à 40 % de plus qu'en juin. Et encore ça menace d'augmenter chaque jour. »

N'enregistre-t-on pas en effet des hausses de 100 %, à la production, dans le textile ? Sera-t-il possible de s'habiller ?

Les « communistes » eux-mêmes qui se flattent d'être les initiateurs

de l'expérience, — nous leur laissons bien volontiers ! — sont obligés de reconnaître malgré les bilans académiques et flatteurs de M. Thorez, que les conquêtes de juin, sont soit dévorées, soit systématiquement torpillées. Thorez lui-même avoue qu'il y a les mêmes chômeurs, mais avec plus de misère. Par le même ils enregistrent la condamnation de leur politique du Front populaire, autrement dit : Dans ce régime capitaliste pourrissant, le capitalisme, un moment ébranlé par la poussée de la masse, a pu à peu de dévoré les améliorations obtenues, parce qu'on a laissé le régime capitaliste intact !

Des gens qui se seraient honnêtement trompés pourraient conclure : Il était faux de dire, non la révolution n'est pas possible, il faut donc rectifier et dire : seule la révolution était et est possible ! Il faut détruire le régime capitaliste !

(Suite page 3.)

LE FAIT de la semaine

Le budget anglais

Le Gouvernement de l'Impérialisme britannique a décidé de mettre ses armements au niveau de « sa sécurité ».

165 milliards de francs pour la guerre impérialiste. Un budget de guerre de trente milliards de francs par an.

Sur le fond, tous les partis politiques du parti conservateur au Labour Party, sont d'accord. « Union de la nation ». Comme en France.

Sous quel masque se couvre ce monstrueux budget de guerre ?

Quel est le parti au pouvoir qui le défend ?

Le Parti conservateur, qui se justifie, non aux yeux de l'opposition (il n'en est pas besoin !). Mais aux yeux des impérialismes adverses comme l'Italie, invoque la nécessité d'assurer « la sécurité du monde » et de « renforcer la Société des Nations » ?

Renforcer la S. D. N., assurer la sécurité avec le parti conservateur, cela ne vous dit rien ?

Il y a quelques jours à Wagram, il en a été question dans les discours de M. Marcel Cachin et d'un député du Parti conservateur anglais.

165 milliards pour la guerre ! Voilà ce que couvrent les paroles de sympathie de M. Cachin à l'égard du représentant de l'Empire britannique, ses paroles de haine à l'égard des trotskystes, adversaires implacables de la guerre impérialiste et de l'union sacrée avec les conservateurs.

Pour les 10.000 francs

Malgré nos appels pressants, les militants ne nous ont envoyé cette semaine que :

166 fr. 50

Nous constatons un ralentissement très net dans les souscriptions.

Camarades de Paris et de province tu n'es pas digne d'être un bolchévick-Léniniste si tu n'as pas soutenu financièrement la lutte ouvrière.

Dans la semaine qui vient il nous faut au minimum :

500 francs

Nous devons les trouver.

Vous devez souscrire !

« Pour que la lutte puisse vivre » ... 20. »

Un sympathisant de la Brousse 11.50

Madeline et M. (11^e) 20. »

W. (11^e) 5. »

Lombart à Argenteuil 50. »

Billault G. 10. »

Praux à Grenoble .. 50. »

Total général : 3360 fr.

Total précédent ... 2.193.50



Nous ajoutons : Mais toute réforme dans ce régime pourrissant étant condamnée à se dévorer elle-même, il faudra à partir de chaque succès partiel poursuivre sans répit (sans pause !) la lutte d'ensemble pour terrasser l'exploiteur.

On connaît les faits : Tandis que les chefs conciliateurs du Front populaire s'approprièrent à une œuvre parlementaire paisible de longue durée, l'essor des masses par l'occupation des usines, a pris le caractère spontané, non voulu par les dirigeants d'une bataille rangée contre le régime. Le résultat est qu'en quelques jours ont été imposées à un parlement effrayé l'adoption « en principe » des 40 heures, des contrats collectifs, des augmentations de salaires.

A ce moment-là les « trotskystes » ont dit : Attendez-vous à une contre-offensive patronale ! Pour consolider le terrain conquis, il faut utiliser les mêmes méthodes qu'en juin offensive sur le terrain de classe. Unifiez votre action dans des congrès de délégués. Fixez-vous comme objectif, le contrôle ouvrier de la production seul moyen de consolider les avantages acquis puis

Camarades des usines, délégués ouvriers, seul le P. O. I. vous défend avec intransigeance !

JEUDI, 4 MARS

à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, Rue Saint Victor

Pour le Front Unique de Masse Contre le blocus !...

Pour une Manifestation de Rue

Jean ROUS et Fred ZELLER

Exposeront le point de vue du P.O.I. et des J.S.R.

Prendront la parole à ce meeting : GORKIN, secrétaire du P. O. U. M., HUART, du Comité pour l'Espagne libre, un orateur de l'U. A., FERRAT (que faire ?), un orateur de la CNT, ZYROMSKI (pour le Comité d'action pour la levée de l'embargo), un orateur de la CGT, etc...

Pour la Victoire de la Révolution Espagnole

Par Léon Trotsky

Nous donnons ci-après les déclarations de Trotsky, au représentant de l'agence Havas à Mexico, sur la révolution Espagnole. Cette déclaration a été unanimement déformée et tronquée. Non seulement par le Temps, qui l'a coupée d'une manière tendancieuse, mais aussi, bien entendu, par l'Humanité.

« Ai-je donné ou n'ai-je pas donné des « instructions » pour faire soutenir le Front républicain par des volontaires ? — Je n'ai donné d'instructions à personne. »

« Généralement, d'ailleurs, je ne donne pas d'instructions et exprime mon opinion dans des articles. »

« Renoncer à soutenir les armées républicaines, seuls peuvent le faire les politiciens et les traitres agents du fascisme. Le devoir élémentaire de tout révolutionnaire est de lutter contre les bandes de Franco, de Mussolini et d'Hitler. »

A PROPOS DU P.O.U.M.

« Le flanc gauche de la coalition gouvernementale est à moitié dans l'opposition. Le P.O.U.M. n'est pas « trotskyste » et j'ai d'ailleurs critiqué à maintes reprises sa politique malgré la chaleureuse sympathie qu'il me témoigne et l'héroïsme de ses membres, surtout celui des jeunes qui luttent sur le front. »

« Le P.O.U.M. a commis l'erreur de participer à la combinaison électorale dite de « front populaire » sous le couvert de laquelle Franco depuis plusieurs mois, prépara impunément l'insurrection qui, aujourd'hui, ravage l'Espagne. »

« Un parti révolutionnaire n'avait pas le droit d'assumer directement ni indirectement la responsabilité d'une politique d'aveuglement et de coupable tolérance. Il devait appeler les masses à faire vigilance. »

« La direction du P. O. U. M. a commis une seconde erreur qui a été celle d'entrer dans le gouvernement catalan de coalition. Pour combattre sur le front la main dans la main avec les autres partis, il est inutile de se mettre dans une fausse situation en participant à une politique gouvernementale de ces partis. »

« Sans affaiblir le front militaire il faut savoir rassembler pratiquement les masses sous le drapeau révolutionnaire. Dans la guerre civile, infiniment plus encore que dans une guerre ordinaire, la politique domine la stratégie. Lee était sûrement un chef d'armée plus talentueux que Grant, mais le programme de liquidation de l'esclavage sur lequel il se basait assura la victoire de Grant. »

« Dans nos trois années de guerre civile, la supériorité de l'art et de la technique militaire fut souvent du côté de l'adversaire mais, en fin de compte, ce fut le programme

CONTRE LE FASCISME Milices Ouvrières !

Ces messieurs du P. S. F. de La Rocque, du P. P. F. de Doriot, font leur besogne de laquais de l'état-major patronal. Ils accompagnent le travail de panique économique par les tentatives d'agitation de rue.

Ils exploitent chez les petits bourgeois et paysans les désillusions engendrées par les fautes et crimes du gouvernement de Front populaire, domestiqué par les canailles du radicalisme.

Nous répétons que pour en finir avec ces bandes armées « dissoutes » sur le papier, il faut leur casser la gueule ! Il faut, par quartier, que les travailleurs de toutes les tendances forment leurs milices et pratiquent le front unique pour nettoyer les quartiers ouvriers et balayer les repaires fascistes.

En cela consiste la seule dissolution effective !

bolchévique qui vainquit. L'ouvrier savait bien pourquoi il se battait ; le paysan hésita longtemps, mais, comparant par l'expérience les deux régimes, il soutint les bolchévicks.

LA POLITIQUE STALINISTE.

« En Espagne, les stalinistes qui, dans les sommets donnent le ton, ont lancé une formule à laquelle adhéra aussi M. Caballero : d'abord la victoire militaire, ensuite la réforme sociale. »

« J'estime que cette formule est funeste à la révolution espagnole. Ne voyant pas dans la réalité la différence radicale des deux programmes, les masses ouvrières, les paysans surtout, sont tombées dans une indifférence absolue. »

« Dans ces conditions, le fascisme vaincra inévitablement car l'avantage purement militaire est de son côté. Des réformes sociales hardies sont les armes les plus puissantes dans une guerre civile et la condition fondamentale d'une victoire sur le fascisme. »

« La politique stalinienne qui, dans des situations révolutionnaires, s'est toujours révélée opportuniste, est dictée par la peur d'effrayer la bourgeoisie française et surtout ces « 200 familles » à qui le front populaire a déclaré la guerre... »

« La politique de Staline en Espagne renouvelle non pas tant celle de Kerenski en 1917 que celle de Ebert et de Scheidemann dans la révolution allemande de 1918 dont la victoire hitlérienne fut la pénitence. L'Allemagne a attendu cette pénitence pendant 15 ans : l'Espagne peut y arriver avant 15 mois. »

« La victoire sociale et politique des ouvriers et des paysans espagnols entraînerait-elle une guerre européenne ? »

« De telles prophéties dictées par la courtoise réactionnaire sont radicalement fausses. Si le fascisme vainc en Espagne, la France se trouvera dans un état dont elle ne pourra pas se sortir. La dictature de Franco signifierait la précipitation infaillible vers une guerre européenne dans les conditions les plus difficiles pour la France. »

« Inutile de dire qu'une nouvelle guerre européenne menacerait de saigner à blanc et de conduire à son déclin la race française et, par cela même, de porter un coup à la culture de l'humanité tout entière. »

LA VICTOIRE DES REVOLUTIONNAIRES, CONDITION DE LA PAIX.

« La victoire des ouvriers et des paysans espagnols, au contraire, ébranlerait incontestablement les régimes mussolinien et hitlérien. Grâce à leur caractère hermétique et totalitaire, les régimes fascistes donnent l'impression d'une fermeté inébranlable mais, en réalité, à la première épreuve sérieuse ils seront victimes d'explosions intérieures. »

« La révolution russe victorieuse a sapé le régime des Hohenzollern. La révolution espagnole victorieuse saperait les régimes mussolinien et hitlérien. »

« Ne serait-ce que par cela la victoire des ouvriers et des paysans espagnols se révélerait être un puissant facteur de paix. La tâche des véritables révolutionnaires espagnols, est, en affermissant et en renforçant le front militaire, de briser la tutelle politique de la bureaucratie soviétique, de donner aux masses un programme social hardi, de découvrir les sources inépuisables d'enthousiasme dont les masses sont capables, d'assurer la victoire de la révolution et, par cela même, de soutenir la cause de la paix. »

« Le salut de l'Europe est à ce prix. » (Léon Trotsky).

LES LUTTES INTERNATIONALES

Le blocus à l'outrance

La frontière est fermée et bien fermée. La presse bourgeoise se rejouit. Beaucoup plus, Delbos, soutenu par le parti socialiste, parle d'exiger le rappel des miliciens français combattant actuellement sur les fronts d'Aragon et de Madrid. Le travail d'étouffement est bien mené et rapidement. Evidemment Pivert continue d'approuver. Il démontre une fois de plus aux ouvriers socialistes la valeur de ses phrases gauches. Dans les actes soutien effectif du gouvernement de trahison, dans la bouche des phrases ampoulées pour tromper encore quelques temps les ouvriers de la gauche du parti socialiste. Encore une fois le gouvernement Blum en prenant à la gorge la révolution espagnole ne défend ni la « paix » ni la « démocratie », il obéit aux intérêts de classe de la bourgeoisie française qui craint plus que tout un développement révolutionnaire en Espagne. En défendant ces intérêts, en sabotant le mouvement ouvrier espagnol, il ouvre la voie à la guerre. Ceux qui défendent la « paix » et la « démocratie » ce sont les miliciens. La paix n'est possible aujourd'hui que si la force du mouvement prolétarien menace dans chaque pays la bourgeoisie dans sa domination. Et cette force du prolétariat européen, et plus particulièrement français, défend pour une très grande part de l'issue de la guerre civile en Espagne.

Ce qui se joue maintenant ce n'est pas seulement la situation espagnole, mais pour une bonne part la situation française elle-même. Par des manifestations de masse, par la grève, les ouvriers français doivent briser le blocus. En agissant ainsi ils agissent pour la « paix ». Une bourgeoisie ne déclenche la guerre que lorsque elle est assurée de contrôler pratiquement la classe ouvrière.

M. Cachin pour la guerre

Mardi on interpellait à la chambre sur la politique extérieure. Le temps est fort loin où les représentants communistes dénonçaient la politique impérialiste de l'état-major français. Aujourd'hui on vote le plus fort budget de guerre et on en veut pour son argent.

M. Cachin, dans son discours a démontré aux impérialistes français qu'ils défendaient mal leurs intérêts. La « sécurité du pays » est menacée proclame l'Humanité. Et Cachin de faire l'histoire de l'activité diplomatique de l'Allemagne. Et de conclure : « Cela prouve que la diplomatie allemande vaincue à Alysiras, a su faire triompher ses desseins d'occupation du Maroc et d'encercllement de la France ». Sa formule est belle et claire. M. Cachin a tout à fait abandonné le point de vue de classe, le point de vue ouvrier. Avec l'aisance d'une vieille habitude il se met sur les rangs des laquais de l'impérialisme français. Il s'agit maintenant non plus de renverser son exploitateur mais de faire triompher les intérêts de la firme commerciale France, contre la firme commerciale Allemagne. Seulement M. Cachin du moment que vous prenez une telle position fatalement vous vous prononcez pour la guerre. Vous approuvez Alexandre, c'est-à-dire l'écrasement anéantissant du Maroc, vous devez donc ap-

prouver 1914. Il est vrai que vous l'avez déjà fait. C'est une habitude. Lorsque vous parlez de paix aux ouvriers vous mentez. Vous savez parfaitement que pour défendre les intérêts du capital français la guerre sera nécessaire. Et une fois de plus vous y préparez les esprits. Au nom du parti communiste, M. Cachin en défendant la sécurité de l'impérialisme français se prononce avec tout son parti pour la guerre.

Les étapes du chauvinisme stalinien

Cela a commencé dès 1933. On a d'abord dit le principal ennemi c'est Hitler. Ce n'est plus la bourgeoisie française. C'est-à-dire que de l'analyse marxiste qui dit que la cause de la guerre est dans le fonctionnement économique même du capitalisme, on est passé au vieux terrain des chauvins de 1914 qui voyaient la cause de la guerre dans le système politique démocrate contre l'absolutisme (même si la démocratie s'allie au tsar). Lorsque nous disions alors que fatalement le parti communiste serait amené à la même position de collaboration de classe, les laquais stalinien nous traitaient de provocateurs. Ensuite nous avons eu les déclarations de Staline approuvant la politique militaire de l'impérialisme français. Les bureaucrates stalinien ont déclaré : c'est une manœuvre. Mais en même temps on habituait la classe ouvrière à défilier derrière le drapeau tricolore et la Marseillaise. Ils ont expliqué ensuite qu'il fallait défendre l'U.R.S.S. et se mobiliser derrière l'état-major français. C'est-à-dire qu'ils utilisaient la grandiose souvenir d'octobre 17 pour entraîner les masses au chauvinisme. En même temps on parlait du Front Français. Aujourd'hui tout cela est bien dépassé. Il ne s'agit plus de la défense de l'U.R.S.S. Il s'agit de défendre les démocraties contre le fascisme. M. Thorez parlant aux ouvriers français qui luttent en Espagne leur annonce qu'ils « défendent la sécurité de leur pays ». Les ouvriers français auraient-ils fait la révolution en France ?

Et Cachin et P.-V. C. et Peri de le proclamer de même tous les jours. Les jeux sont faits. Aujourd'hui ouvertement on proclame l'union sacrée. Seulement les ouvriers ont encore le temps de réfléchir et de comprendre. Il faut faire vite.

M. Peri et la "sécurité"

Dans l'article de mercredi Peri déclare qu'il ne faut en rien aider Mussolini en Ethiopie. Probablement pour renforcer le mouvement révolutionnaire. Non pas, mais parce que les intérêts de l'impérialisme français sont en jeu. Il écrit :

« Et c'est aussi l'intérêt de la France. Nos ambitions pas en effet que ce sont des sociétés allemandes qui ont été commises à l'exploitation des richesses éthiopiennes du sous-sol notamment... Décidément ceux qui en France, ont saboté les sanctions, ceux qui n'ont eu d'autre pensée que d'être agréable au Duce ont bien travaillé... pour le roi de Prusse. »

Evidemment, si on avait affaire à des sociétés françaises, la chose serait tout autre. M. Peri a une conception très saine de l'intérêt de la France ». Les ouvriers aurent compris.

Blum de plus en plus britannique

L'amitié franco-anglaise est débordante. Il n'y a pas d'amitié plus forte que celle de l'intérêt, on peut bien se lier avec la Cité de Londres qui vient de décider un budget de guerre de 165 milliards de francs. La Cité est le gros manitou en Europe, vu la prépondérance de son capital financier.

Elle a déjà prêté au gouvernement Blum 4 milliards. On en attend encore. Alors vous comprenez, il faut être aimable et on parle en renforçant le blocus, en étouffant la révolution espagnole.

Blum défend bien la « paix ». Il sauvegarde les intérêts des ouvriers.

Vienne

Dans un récent article nous précisions que l'alliance italo-allemande était beaucoup plus fictive que réelle et représentait avant tout la traditionnelle politique de chantage de l'Italie. Les faits viennent de renforcer cette opinion. On parle beaucoup dans les cercles italiens d'une restauration possible, c'est-à-dire d'une combinaison qui permettrait à l'impérialisme italien de contrôler une zone importante de l'Europe centrale. La Wilhelmstrasse s'inquiète et recommande les tirades sur la race et le sang, etc. On envoie Von Neurath à Vienne. Mais comme toujours on fait plus. On organise une manifestation de masse à Vienne au cri de « Vive Hitler ». Il faut rappeler Schuschnigg à l'ordre et lui faire souvenir qu'il existe des forces nazies en Autriche. Le problème autrichien demeure brûlant. Il est d'une importance vitale pour l'impérialisme allemand de réaliser sous une forme ou sous une autre l'Anschluss. L'impérialisme italien beaucoup moins industrialisé, ne peut permettre cette opération. La présence de l'Allemagne en Autriche serait une menace permanente. Vienne sera pour demain la rupture quasi inévitable entre Berlin et Rome.

Sécurité en Chine

Pendant que l'Europe s'agit dans sa pourriture, les conflits s'accumulent en Extrême-Orient.

Le comité central du Kuomintang a tenu ses assises. La plupart de ces gens sont achetés par le Japon. On se souvient d'autre part comment, après avoir échangé sa photo avec celle de Staline, Tchoung Kai Shek a écrié dans le sang le mouvement ouvrier communiste. Cela n'empêche pas les stalinien de proposer aujourd'hui un front unique « de toute la nation ». Malgré ces rampelements le C.C. du Kuomintang a refusé toutes les propositions stalinien et recommencé une violente campagne anti-soviétique. Dans son discours Tchoung Kai Shek a préconisé : « L'utilisation de toutes les compétences dans l'intérêt national ». Et l'Huma de préciser : « Ceci est un pas important vers les propositions communistes. » Sans commentaire.

ACHETEZ LE S. I. P.

Achetez le Service d'Information et de Presse pour la Quatrième Internationale. Compte Chèque Postal : Bruxelles 92.535. — Dépôt en France : Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, et Publications Populaires, 15, passage Dubail, siège du P. O. I.

Ossietsky contre Staline

Karl Ossietsky, prix Nobel, martyr de fascisme hitlérien, est aux côtés de Trotsky contre la terreur stalinienne !

Carl voa Ossietsky, auquel a été attribué le prix Nobel de la Paix, pendant qu'il se trouvait en camp de concentration hitlérien, sait ce que signifient les procès politiques. Le 24 janvier 1934, un mois après être relâché de la prison où l'avait mis le régime Brüning et 5 mois avant qu'il ne comparût sa peine de 4 ans de camp de concentration, il écrivait dans sa revue l'introduction suivante à une lettre de Trotsky au sujet du suicide à Berlin de sa fille Zénaidia :

« Nous publions cette lettre de Trotsky intégralement — écrit von Ossietsky, — parce qu'on ne peut assez faire connaître ce que les moscovites, par leur haine aveugle, ont fait à leur plus grand héros vivant. Aucun homme sensible ne contestera le droit de Staline de se défendre contre le génie politique de Trotsky comme il le peut. Mais les moyens de lutte doivent correspondre à l'esprit de la révolution prolétarienne, plutôt qu'être pris dans le pire arsenal du régime policier bourgeois. Les innombrables défenseurs non-communistes de l'U.R.S.S. à travers le monde, qui pendant des années et des années ont lutté... pour arracher les prisonniers rouges les uns après les autres des mains de leurs gouvernements, sont en droit d'obtenir une réponse. Pourquoi encore lutter, si Moscou lui-même ne se comporte pas différemment de Chiappe ou de Scotland Yard ? »

Que pensent MM. Cachin et Vaillant-Couturier de l'opinion du grand écrivain ?

Est-il lui aussi un agent de la Gestapo ?

Muzenberg à Moscou

Nous avons relaté dans quelles conditions Muzenberg, ancien grand organisateur des mascarades stalinien d'Amsterdam-Pleyel, avait avoué qu'il ne croyait pas un mot de ce qu'il racontait en tant que fonctionnaire stalinien, sur Trotsky et les trotskystes.

Il convient d'ajouter que l'imprudent a été rappelé à Moscou !

Et qu'il s'est montré très prudent en refusant d'obtempérer à l'ordre de Staline.

Il est en effet de règle, dans le système de la Gupou, de faire disparaître les gaffeurs, les imprudents, les généraux, à un titre quelconque.

Ainsi, non seulement le stalinisme assassine les bolcheviks, il dévore parfois ses propres enfants !

« J'ai publié à Paris un recueil intitulé : « Où va la France ? » Je reste sur le terrain des considérations qui y sont exprimées, je n'étais pas le partisan de la politique de Léon Blum, lorsque les stalinien le traitèrent de social-fasciste ; je ne suis pas partisan de Blum maintenant que les stalinien sont devenus d'une manière caricaturale ses adeptes. »

(Léon Trotsky.)

Demandez « Où va la France ? », par Léon Trotsky, au service des livres de nos Publications Populaires, 15 passage Dubail.

La lutte des ouvriers indochinois

Vive le Congrès des comités d'action !

D'une lettre :

23 janvier 1937.

En Cochinchine, les grèves se multiplient. Les chauffeurs et receveurs de tramways ont subi une défaite, après une lutte de 40 jours, le patronat n'ayant pas repris plus de 50 camarades.

Une grève de la faim a eu lieu à la prison centrale de Saigon. Le jeudi 14 janvier, 32 prisonniers politiques dont 2 femmes (Dai et Nguyet) ont fait la grève de la faim pour réclamer 6 piastres 50 de ration par jour et par tête, suppression du poisson sec, riz blanc, dessert, cuisine spéciale, tabac, des échaux, du thé sucré le matin, le droit d'acheter du papier et de l'encre à la cantine, le droit de lire les livres et journaux en toutes langues et de toutes les tendances, un parloir réservé aux visites. Enfin ils protestaient contre les mauvais traitements à l'hôpital de Choquan et à l'infirmerie de la prison. La grève continuera...

Au Centre Radio de Saïgon, tous les ouvriers ont fait la grève, ainsi que les gars des « Chalands de la Jattille du port », qui ont eu la victoire. A la caoutchouche Labbé, 145 travailleurs ont essuyé une défaite (3 congédiements, des hommes ayant travaillé 5 et 10 ans avec un salaire maximum de 0 p. 80 par jour).

A la Fabrique Tran Dong A, la totalité des ouvriers chinois et indochinois ont fait la grève et ont eu la victoire. A Mytho, 4 propriétaires d'automobiles de location n'ont pas travaillé pour protester contre les impôts.

A Giao Hoa, circonscription Anhoa (province de Mytho), dans ce coin perdu « où les singes toussent et les ibis chantent », les ouvriers indochinois s'amalgamaient aux ouvriers chinois ont cessé le travail à la scierie de Chu Xuat, au nombre de 20, et ont eu gain de cause (augmentation de 0 p. 43) par jour.

Aux chantiers de Dragage Mytho, plus de 200 ouvriers ont fait la grève, le patron ayant déclaré qu'il n'y a plus de travail (lock-out).

A Long Xuyen, 100 conducteurs de voitures à cheval ont fait grève pour protester contre la taxation contre le Thuan-Hoa, et contre le gardamare de My Luong, contre les amendes injustifiées.

Le 12 janvier, 2.500 ouvriers porteurs de paddy ont fait grève pour réclamer les rizeries suivantes : rizerie d'Extrême-Orient, distilleries de Binh-Tay, Nam-Long, Kien-Phan, Trauphons Trank. Les revendications sont multiples. A Binh-Tay, une occupation d'usine à rebours. Godard, l'enquêteur d'usine venait à l'usine à 8 h. 30. Fontaine, l'usinier, a ordonné de travailler à toute vapeur pour empêcher Godard de recevoir les ouvriers. Mais, Godard arriva à 11 h. 30, à la sortie des ouvriers, qui aussitôt se mirent sur rangs de 5 pour saluer le poing levé ! La sueur coulait sur le corps de Fontaine.

LE MOUVEMENT de grève s'étend en Indochine

Les ouvriers ont présenté une liste de revendications. Il en découla une grève pour :

Augmentation du salaire de 25 % ; 15 jours de congé payé par an ; indemnité de famille (comme il y a 5 ans).

A Mytho, 500 paysans ont manifesté à l'arrivée de Brévié en présentant leurs revendications au chef de province à Tan-hiep, Ngo, Thau, Pha, Long, Luom et 4 autres ont été arrêtés, un seul ayant été maintenu.

Le 19 janvier, 1.600 ouvriers des tabacs Cojat ont fait grève. Cette grève a remué toute la presse, car dans leurs revendications, les ouvriers réclamaient les libertés démocratiques et l'abolition du régime de sédition. Le travail fut repris avec une augmentation de 0 p. 15.

36 grosses usines de Cholon ont cessé le travail. C'est la première fois que « cela arrive en Cochinchine. 5.000 travailleurs (porteurs de paddy et chinois), 3 petites usines ont cessé le travail par solidarité.

Le 22 janvier, 13 imprimeries ont cessé le travail, pour la journée de 8 heures et une augmentation de salaires de 80 %.

Au Tonkin, grève des tramways électriques d'Hanoi (14 janvier). Les ouvriers faisaient la police de la gare... bloquant les 35 trams. Réunis devant la direction à Thau-Khé (banlieue) ils ont délégué des camarades pour transmettre les revendications suivantes : augmentation de 40 % sur les salaires actuels, suppression des amendes et peines corporelles, application des lois sociales (maladie), indemnisation aux familles des victimes mortelles, interdiction de renvois sans motifs, leurs conditions sont lamentables : salaire 0 p. 31 par jour, recevoir : 0 p. 36 (3 fr. 60).

Les charbonniers de Giadam élèvent leur voix. Ils travaillent au fond du puits pour charger les wagons, avec 2 p. 40 par mois ; ils réclament une augmentation de salaire.

Voilà un bref tableau de la magnifique levée générale de janvier. Les travailleurs commencent !

LE FRONT POPULAIRE A L'ŒUVRE

Le jour de l'arrivée de Brévié (14 janvier) une multitude humaine, des cordons de police dans tous les coins de rue pour refouler les manifestants. Inspection des cartes personnelles. Les coups pleuvaient dru. Arrestations préventives. Pour la première fois, la foule annamite a été aux prises avec la police. Il y eut une centaine de blessés.

Malgré l'interdiction de Moutet le mouvement pour le congrès indochinois se développe. Les comités, quoiqu'interdits, se créent dans les usines et les villages. Godard et Brévié se voient obligés d'accueillir les plaintes et remontrances. A l'aide de nos camarades indochinois en lutte pour leur libération !

Nous donnons ci-après la suite de l'article de Trotsky concernant le procès Zinoviev.

Faut-il revenir, une fois encore, sur les aveux de Goltzman ? Parmi les accusés de la vieille génération, seul Goltzman « m'avait vu » en personne et aurait reçu de moi les directives « terroristes ». Mon fils Léon Sedov aurait été l'intermédiaire et l'organisateur de la rencontre.

Cette rencontre avec Goltzman aurait eu lieu à l'hôtel Bristol. C'est là le point capital de l'aveu.

Hélas ! Mon fils n'est jamais allé à Copenhague. Le fait qu'il n'y est pas allé en novembre 1932, peut être prouvé, sans contestation possible, au moyen des visas, des télégrammes et des témoignages émanant de plus de trente personnes de diverses nationalités et de diverses tendances politiques.

L'hôtel Bristol où la rencontre aurait eu lieu, n'existe plus depuis 1917 ! Que signifie donc l'aveu de Goltzman ?

Les déclarations de Berman-Iourine, de Fritz David et d'Olberg, sont pleines d'absurdités et de nonsens semblables. Cependant, sur la base de ces aveux, les défenseurs des Droits de l'Homme (et des intérêts de la Gupéou) me reconnaissent passible de la peine de mort. Jusqu'où peut aller la bassesse humaine ?

Mais, pour aussi scandaleux que soient les aveux de Goltzman et de tous les autres, leurs contradictions leurs inventions grossières n'apparaissent cependant que comme des enjolivures destinées à orner les murs de cet étrange monument de mensonges et d'erreur.

Toute l'accusation et tous les aveux tournent autour de l'assassinat de Kirvov. Cependant, l'organisa-

sation de cet attentat constituait un chaînon de la lutte contre l'opposition. Le complot contre Kirvov fut organisé par la Gupéou dans le but d'abattre l'organisation des zionovistes à Léningrad. Staline, Yagoda, Kirvov lui-même étaient au courant de la conspiration. C'est ce qu'a mis en lumière, sans contestation possible, le procès de Mekved, l'ancien chef de la Gupéou de Léningrad. Le complot contre Kirvov devait avoir un caractère fictif ; il était essentiellement dirigé contre l'opposition.

Staline ne voulait pas tuer Kirvov, Kirvov lui-même ne voulait pas être tué, mais Nikolaïev, entouré de tous côtés par des provocateurs, prit son rôle trop au sérieux. Il échappa au « contrôle » et fit feu avant que la Gupéou n'ait réussi à achever son amalgame (voir ma brochure : La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirvov, 1934).

Tout ce qui y écrit sur la préparation des procès de Moscou (du premier et de ceux qui l'ont suivi) est le résultat d'une déduction logique. J'ai dévoilé les projets de la Gupéou, mois par mois, année par année, étape par étape, surtout à partir de 1929. Les traces indélébiles de la préparation méthodique des crimes peuvent être révélées par les articles de la presse soviétique, par les interviews de Staline et de Molotov, par certaines déclarations « anti-terroristes » de Litvinov à Genève (à propos de l'assassinat du roi Alexandre et de Barthou) et par toute une série d'autres documents, déclarations, suggestions qui, en leur temps, paraissent incompréhensibles, mais qui, à l'heure actuelle, révèlent tout leur sens criminel.

En résumé, on peut dire : les pro-

Pourquoi ils avouent

par Léon TROTSKY

ces contre les terroristes ont été montés, non pas parce que Kirvov a été tué, mais l'assassinat de Kirvov a eu lieu « par accident » pendant la préparation fiévreuse des procès contre les terroristes.

Les sycophantes à la Pritt et à la Rosenmark considèrent comme tout à fait invraisemblable que l'infatigable Gupéou de Staline puisse organiser des procès qui ne soient qu'une mise en scène criminelle avec des rôles fixés à l'avance. En revanche, ils trouvent tout naturel que l'opposition qui est une tendance communiste avec une longue tradition, avec des cadres éprouvés, avec un programme élaboré, avec une abondante littérature politique, s'orientent brusquement et contre toute attente vers la terreur individuelle qu'elle a toujours condamnée comme de l'aventurisme sans issue. Cette tendance qui comprend des milliers et des milliers de sympathisants, accomplit ce tournant invraisemblable, dans le silence le plus complet, sans aucune discussion préalable, sans aucune déclaration, sans aucune critique, sans aucune lutte intestine, sans aucune propagande terroriste, sans aucune littérature.

Mais cela ne suffit encore pas. Cette tendance qui s'est montrée capable des plus grands sacrifices dans la lutte pour son programme entre en liaison avec la Gestapo !

Et nue en cela par « la soif du pouvoir » !

Comme si le pouvoir en U.R.S.S. pouvait être obtenu avec l'aide de la Gestapo ! Et comment peut-on attribuer cette « soif du pouvoir » à des dizaines de milliers d'opposés du rang, ouvriers, membres des jeunesse communistes qui supportent la répression et des privations inouïes. Seul un bourgeois borné et repu qui ignore tout de la lutte révolutionnaire et qui, en même temps, est toujours prêt à lécher les bottes de n'importe quel gouvernement en place, peut croire un mensonge aussi vil.

Admettons pourtant l'impossible. Notamment que les trotskystes, en contradiction avec leur doctrine, leur programme, leurs écrits actuels ; avec leur correspondance privée (qui est à la disposition de n'importe quelle commission d'enquête honnête), sont devenus des terroristes — sans luttés ni scissions intestines, sans défections ni dénonciations inévitables. Admettons que le terrorisme leur était nécessaire pour restaurer le capitalisme, pourquoi ce nouveau programme est-il accepté par tous en silence, sans réprobation, sans critique et sans opposition ? Admettons encore — quelques absurdités de plus ou de moins n'ont aucune importance — que, pour assurer la restauration du capitalisme et la victoi-

re du fascisme (oui, oui, même du fascisme), les trotskystes ont signé un pacte avec la Gestapo : les trotskystes mènent leur activité terroriste et fasciste pour le moins depuis 1931 jusqu'au milieu de 1936. Où ? Comment ? Voilà qui importe peu. Tout cela se passe dans le domaine de la quatrième dimension. Ils tentent continuellement d'assassiner tous les « chefs », de désorganiser l'économie, de préparer la victoire d'Hitler et du Mikado.

Pouvons-nous prendre toutes ces ignobles absurdités pour monnaie courante ? Mais que voyons-nous par la suite ? Au milieu de 1936, les chefs de cette étrange tendance, accusés d'avoir pris part à ces crimes se repentent tous en même temps des crimes commis (c'est-à-dire, non commis), chacun s'efforce de se couvrir le plus possible de boue et chacun tente de couvrir la voix de l'autre pour chanter plus fort les louanges de Staline qu'il a voulu hier. Comment expliquer ce miracle de saint Yagoda ? Des contre-révolutionnaires, des terroristes fascistes forcés, transformés en flagellants hystériques. Que les Pritt et les Rosenmark nous expliquent ce mystère.

Admettons enfin que l'idée de la terreur ait été acceptée, à un moment quelconque, par ce groupe de capitulaires malhonnêtes d'améliorer leur sort, s'ils consentent à mêler d'une manière ou d'une autre à leur affaire Trotsky, l'ennemi n° 1 de la clique stalinienne.

Quoi de plus naturel que l'hypothèse selon laquelle les aveux des capitulaires contiendraient une parcelle de vérité ? Mais non, voyez-vous, nos juristes considèrent comme invraisemblable que les accusés aient espéré être graciés. Ils ont donc réclamé la mort pour eux-mêmes. Ils ont donc renoncé « librement » à leur défense. Quelle sinistre hypocrisie ! Quelle honte !

Des hommes misérables, humiliés et brisés, ont réclamé la mort pour eux-mêmes pour mieux remplir leur rôle odieux et essayer ainsi de sauver leur vie. C'était prévu dans le contrat, il fallait à tout prix au gouvernement l'illusion d'hommes misérables et naufragés.

Le correspondant du Daily Herald, l'organe du même parti auquel appartient le malhonnête Pritt, a écrit après le verdict : « On a émis la supposition, dans les larges cercles, qu'un décret publié seulement cinq jours auparavant et leur donnant le droit de faire appel, avait été spécialement rédigé pour leur épargner la vie ».

Je ne sais pas à quel décret il est fait allusion. Il est possible qu'on se soit borné à faire couvrir des bruits sur un semblable décret. En tout cas, Staline a tout fait pour tromper les accusés.

18 décembre 1936.
Léon TROTSKY.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Les nationalisations de Paul Faure

1) Au profit du Capitalisme ?

La Fédération des Techniciens vient d'éditionner une brochure abondamment documentée sur les nationalisations (1). Nous en donnons par ailleurs un compte rendu ; nous voudrions ici souligner toute l'importance de ce problème comme particulièrement typique du rôle du gouvernement Blum-Daladier. Nous consacrerons donc ici plusieurs articles aux aspects essentiels de ce problème : utilisation militaire, concentration capitaliste, recherche de la plus-value, condition des ouvriers, le contrôle des bénéfices des entreprises non nationalisées.

Du point de vue militaire, il importe de souligner ceci : l'Etat-Major a mis à l'étude la nationalisation dès le début de l'année 1935, avant l'arrivée de Blum au pouvoir. Quels sont ces buts ? Le rythme de la production (dans ce sens les 40 heures ont permis à Renault Chars qu'il est actuellement équipé de jeter les bases d'un régime de production double du précédent) ; décentraliser les usines pour les rendre moins vulnérables à l'ennemi et à la lutte de classes. Sur ces deux points les visées de l'Etat-Major concordent pleinement avec celle de ses maîtres capitalistes.

La loi sur les nationalisations est du 11 Août 1936. Elle a été complétée par une série de décrets fixant les modalités et les entreprises nationalisées. Soulignons une première constatation d'ordre général : ces nationalisations, ne touchent qu'une partie des industries de guerre (aviation, armement) ; c'est ainsi qu'on nationalise les usines fabricant les cellules d'avion (Devoilaine, Bloch, etc.), mais non la fabrication des moteurs, encore moins l'industrie du fer ou du dur-aluminium, ou l'extraction du minerai de fer et de la bauxite, qui sont la clef même des industries d'armement ; c'est-à-dire que les industries nationalisées restent tributaires des plus puissantes congrégations capitalistes.

Une deuxième constatation d'ordre général s'impose : les actions sont rachetées « sans qu'il puisse résulter un bénéfice quelconque pour l'exproprié... à la valeur de l'établissement à la date de l'expropriation ». Or c'est un premier fait que l'on a ainsi sauvé un certain nombre d'entreprises au bord de la déconfiture ; c'est un deuxième fait qu'il suffit que le bruit d'une nationalisation courre pour que les actions montent en Bourse (le cas de Gnome et Rhône est particulièrement typique) ; c'est un troisième fait qu'au juste prix on ajoute une indemnité pour les brevets, etc. : l'usine Brandt est rachetée 60 millions ; mais l'indemnité est de 100 millions.

Il nous faut maintenant examiner successivement les nationalisations dans l'aviation et dans l'industrie d'armement.

Dans l'aviation l'opération consiste en un rachat de 66% des actions. Tout à fait cyniquement le décret du 16 janvier appelle cela : **Prendre des participations financières** c'est-à-dire faire une mise de fonds dans une société capitaliste. Car les sociétés restent aux

maines des gros possédants ; non seulement parce que les hauts fonctionnaires des finances qui sont délégués aux conseils d'administrations sont tous dévoués au grand capital, mais parce que l'expérience montre qu'un tiers des actions suffit pour diriger une société anonyme (l'exemple de la Banque de France est assez frappant dans ce sens), surtout quand ce tiers s'appuie sur le capital financier pris comme un tout. Or pour toutes les opérations de financement et de crédit l'Etat ne peut avoir recours qu'au capital financier.

C'est ce qu'il reconnaît formellement en confiant aux gros constructeurs nationalisés la direction de ce qui est en fait un trust de l'aviation et la présidence de la société nationale de constructions aéronautiques au président de la Chambre Syndicale des Industries Aéronautiques, M. de L'Escaillé.

Mais il y a plus. A côté de leurs émoluments d'administrateur et de l'intérêt des sommes versées par l'Etat, ces Messieurs toucheront un pourcentage sur le chiffre d'affaires (plusieurs centaines de milliers de francs).

L'arbitrage obligatoire divise les ouvriers

La sentence arbitrale rendue dans la Métallurgie a accordé 8,5% aux métallos. Dans le Nord, l'arbitrage engagé à la même date, a accordé aux ouvriers 10%. A Alsé l'arbitrage engagé dans les mêmes conditions, a accordé 15%. Plus de 1.000 procédures pour les 15% sont engagées devant les commissions arbitrales. Avec la hausse du coût de la vie, les sentences rendues seront aussi différentes. On divise ainsi les ouvriers en catégories et sous-catégories ; on dissout les forces dans la lutte revendicative, en brisant l'unité que la classe ouvrière avait eue en Juin dans la lutte.

A bas l'arbitrage obligatoire ! Vive l'échelle mobile établie par les Comités d'usine ! Vive le contrôle ouvrier !

VICTOR SERGE CHEZ GRASSET

DESTIN D'UNE REVOLUTION

U.R.S.S. 1917-1937
19 fr. Un ami de LÉNINE et de TROTSKY juge la révolution de STALINE

Le lait cher !.

Les femmes des travailleurs veulent du lait pour leurs enfants. Mais Maggi est là pour imposer ses prix. Il achète directement aux paysans et vend lui-même au détail. Est-ce le paysan qui vend son lait cher ? Pas du tout. Tout au plus douze sous le litre. Pourtant Maggi le vend trente sous à Paris. Mieux, il veut conquérir le monopole de la vente au détail pour imposer un prix de vente plus élevé ; on parle de 35 sous !

Maggi spécule et fait des millions de bénéfices. Pendant ce temps la ration en lait pour les enfants des prolétaires est réduite. Maggi est un affameur du peuple.

A bas la spéculation, crie la population laborieuse de Paris ! Il faut organiser des manifestations de masse devant les laiteries Maggi et imposer la baisse du prix du lait. Les paysans seront avec le peuple exploité de Paris.

Que font les élus du Front Populaire au Conseil Municipal de Paris pour empêcher cette spéculation sur le lait ?

Le peuple travailleur de Paris crie déjà : La spéculation à la lanterne !

Fonctionnaires, patience !

« La véritable force est patiente » avait déclaré Léon Blum au Conseil National S.F.I.O. de Mai 1936.

Trois millions de travailleurs ont aussitôt démontré à Léon Blum quelle était la véritable force : grèves de masse, occupations des usines. La lutte de classe des exploités a arraché au patronat des revendications importantes.

Le gouvernement Léon Blum et le parlement ont enregistré, en freinant le plus possible les luttes ouvrières.

Et durant les mois suivants, le patronat s'est organisé et, patiemment, avec coordination, a agi pour reconquérir le terrain perdu.

Face à cette contre-offensive des capitalistes coalisés, Léon Blum lance son « mot d'ordre » : patience... patience...

Et pour ligoter la véritable force ouvrière, qui ne réside pas dans la patience, il a fait voter la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Et les fonctionnaires, effectivement patients, s'impacientent... Ils enregistrent péniblement, pour leur petit budget, les effets de la contre-offensive patronale sur le coût de la vie.

Pourtant ils ont été parmi les plus actifs agents électoraux du Front Populaire.

Il faudra qu'ils aussi, se joignant aux travailleurs de l'industrie privée, fassent la démonstration de l'efficacité de la véritable force prolétarienne à l'exemple de Juin 1936.

Chez les fonctionnaires, la véritable force s'impacientent, M. Léon Blum.

On se souvient certainement de la lutte ardente des métallurgistes du Nord pour laquelle notre « Lutte Ouvrière » a consacré de larges places dans ses colonnes.

Cette lutte de 25.000 travailleurs de la métallurgie s'est terminée par l'application de la loi du 31 décembre 1936 sur l'arbitrage obligatoire.

Etant soumis à l'arbitrage, entre autres choses, les demandes de sanctions formulées par les patrons contre des délégués d'usine.

A ce sujet, les arbitres patronal et ouvrier, du conflit de la métallurgie de la Seine ont rendu, le 23 janvier 1937, une sentence.

son importance est telle que nous jugeons indispensable d'en publier le texte :

« Les deux arbitres soussignés (MM. Jacob, président du tribunal civil d'Avignon, arbitre patronal, et Louis Bérand, président du conseil des prud'hommes de la Seine et maire de Drancy, arbitre ouvrier), agissant avec le pouvoir d'amiables compositeurs, conformément à la loi du 31 décembre 1936, persuadés que l'intérêt du pays et de la bonne marche des affaires nécessite de la part des patrons, agents de maîtrise, employés et ouvriers une entente étroite, confiante et constante, et qu'une telle entente ne peut s'exercer sans le respect des droits mutuels des parties et sans le respect des lois ;

« Après avoir entendu les parties en leurs explications, avoir examiné toutes les pièces du dossier et en avoir délibéré ;

« Sur la demande de sanction formulée par la Société X... ;

« Contre l'ouvrier X..., délégué titulaire du service d'entretien ;

« Considérant d'une part que les occupations d'usines par le personnel de ces usines constituent une violation du droit de propriété ;

« Considérant, d'autre part, que les délégués ouvriers doivent limiter leur activité aux seules attributions qui leur sont conférées par la loi du 24 Juin 1936 sur les conventions collectives du travail ;

« Que l'article 5 (accords Matignon) spécifie que les délégués ont qualité pour « présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites visant l'application des lois, décrets, règlements du code du travail, des tarifs

Les Caprices d'Ariane

Chez « Ariane », rue de Montreuil, Paris, où le personnel se compose de 1.000 employés, dont 90 femmes, les organisés se répartissent en 87 adhérents au Syndicat professionnel français de La Rochette et 12 cégétistes. Lundi 15 Février le délégué du S.P.F., Ritcheff, a organisé une réunion de tout le personnel au cours de laquelle il a invité ce dernier à refuser les 8,50 % pour permettre au patron de faire des prix moins élevés que chez les concurrents.

Le lendemain une affiche signée du délégué S.P.F. et du délégué C.G.T. Joachim, refusait l'augmentation. Quelques ouvriers ayant refusé leur paye incomplète, le directeur Quincy a déclaré que les cégétistes pouvaient se considérer comme licenciés. Cinq d'entre eux, quoique ayant accepté l'argent, ont été immédiatement congédiés pour l'exemple.

Chez Brandt

Enfin les yeux s'ouvrent sur le « 41-14 » syndical de nos bons amis stalinien. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, avouons donc que nous sommes fabriqués. L'Etat-patron, fort de l'inertie (pour ne pas dire plus) de la C.G.T. nous étrangle lentement mais sûrement. D'après la visite faite au général Happel, directeur des fabrications d'armement, la situation au 4 mars sera la suivante :

1° Notre salaire est garanti mais sa décomposition en primes permet des diminutions sérieuses dans un avenir peut-être très proche ;

2° Du fait de l'adoption du contrat de l'Etat nous perdons tous les avantages du contrat collectif en particulier les délégués d'atelier.

3° Devenant des fonctionnaires (avec les inconvénients de l'emploi) nous perdons au 4 mars tout ce que nos camarades de l'industrie privée pourraient bénéficier : les 10 p. 100 en tout premier lieu.

4° Nous quittons la Fédération des Métiers qui malgré ses défauts est un organisme apte à défendre, dans une certaine mesure, ses syndiqués (sans ceux des usines nationalisées) pour entrer aux travailleurs de l'Etat où, si l'on en juge par certains bonzes, les militants ne doivent pas être d'une « dureté » à toute épreuve.

Enfin un succès et comme dit l'autre : la nationalisation n'est pas la guerre et tout pour et par le Front populaire etc. etc.

NOTE DE LA REDACTION

Nous recevons trop tard pour être inséré, un intéressant article sur la magnifique grève des ouvriers de chez Peugeot à Sochaux. Nous le publierons dans notre prochain numéro.

F. ADLER
Vient de paraître :
Encore un procès en sorcellerie sur le 2° Procès de Moscou.
La brochure 0,25
Par dix 2,00
C. C. Postal : Naville 1333-80-Paris.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Pour le rajustement des salaires CONTROLE OUVRIER



Les pouvoirs publics paraissent s'émouvoir de la hausse, qualifiée par eux d'exagérée, du coût de la vie. « Exagérée » ? Cela veut-il dire que la hausse des prix était normale jusqu'au moment où le gouvernement s'est ému ? Cette conception expliquerait ainsi pourquoi la fameuse « Commission Nationale de Surveillance des prix », placée sous le contrôle de M. Spiesse, ministre de l'Economie Nationale, n'a pas cru devoir, durant ces cinq mois de son existence, en tracer la hausse des prix jugée normale.

Ne dit-on pas également que la tâche est de stabiliser les prix ? Dans ce cas les ministres socialistes, et avec eux tous les députés du Front Populaire, ne feraient que sanctionner officiellement la justification patronale de la hausse des prix.

La stabilisation des prix actuels équivaudrait tout simplement à une spoliation des salaires des travailleurs au bénéfice des patrons ; agir contre la vie chère, c'est, en même temps, imposer l'échelle mobile, c'est-à-dire le rajustement général des salaires et des traitements proportionnellement au taux actuel de l'indice du coût de la vie sans possibilité pour les patrons de provoquer une nouvelle hausse des prix prétextée par ce rajustement normal des salaires et traitements.

Et il n'y a pas possibilité d'obtenir, pour nous travailleurs, un rajustement de nos salaires, sans nouvelle augmentation du coût de la vie, en dehors d'une action générale et autonome de la classe ouvrière.

Aussi bien les classes moyennes, dont on parle beaucoup dans les sphères dirigeantes du Front Populaire se joindraient d'enthousiasme, parce qu'ayant des intérêts communs, à l'action de masse contre la vie chère des travailleurs exploités.

Avoir confiance dans l'action gouvernementale pour arrêter net la hausse des prix et provoquer une diminution du coût de la vie, aurait comme conséquence de permettre au patronat organisé puissamment d'imposer à sa guise sa politique de spoliation des masses travailleuses.

Les événements démontrent, une fois de plus, que dans le régime capitaliste la politique de « paix sociale », préconisée et voulue par les dirigeants du Front Populaire, est une politique d'affaiblissement de la classe ouvrière et de liberté d'action de plus en plus grande par le patronat, la bourgeoisie.

Là encore, c'est notre Parti Ouvrier Internationaliste qui développe la seule politique qui per-

mette au prolétariat, et aux classes moyennes, de briser par la violence de classe la contre-offensive patronale.

C'est par l'union, dans l'action de masse organisée, coordonnée, de tous les travailleurs exploités que la victoire prolétarienne est possible.

Il faut que les délégués d'usine élargissent leurs attributions au contrôle de l'établissement des prix. Ce revient des marchandises dans chaque usine ou entreprise.

Il faut que les ouvriers agricoles, les paysans constituent dans chaque village des comités de contrôle chargés d'établir les prix de revient et de vente des produits agricoles.

Il faut que les ménagères s'organisent dans les quartiers, dans les villes, en comités populaires de masse pour exercer un contrôle rigoureux des prix de vente au détail.

En possession des renseignements fournis par les Comités d'usine, constitués par les délégués élus, par les Comités de paysans, la population laborieuse pourra agir, non seulement pour empêcher toute hausse nouvelle des prix, mais aussi pour faire baisser les prix de vente au détail.

Coordonner cette action des Comités, c'est convoquer de larges Congrès de masses des Comités d'usine, des Comités de paysans, des Comités de quartier contre la vie chère.

Il existe des Commissions départementales de surveillance des prix et au sommet une Commission Nationale, nous dit-on ? Qu'attend le Ministre Socialiste de l'Economie Nationale pour communiquer les renseignements, recueillis sur les engagements des patrons, sur leur comptabilité, sur tout ce qui pourrait faciliter l'action des masses travailleuses ? Il y a, nous répond-on, le secret des affaires commerciales et industrielles. Eh bien !

« Sur l'abolition de la loi sur l'arbitrage obligatoire pour arrêter net la hausse des prix et provoquer une diminution du coût de la vie, aurait comme conséquence de permettre au patronat organisé puissamment d'imposer à sa guise sa politique de spoliation des masses travailleuses. Les événements démontrent, une fois de plus, que dans le régime capitaliste la politique de « paix sociale », préconisée et voulue par les dirigeants du Front Populaire, est une politique d'affaiblissement de la classe ouvrière et de liberté d'action de plus en plus grande par le patronat, la bourgeoisie. Là encore, c'est notre Parti Ouvrier Internationaliste qui développe la seule politique qui per-

mette au prolétariat, et aux classes moyennes, de briser par la violence de classe la contre-offensive patronale. C'est par l'union, dans l'action de masse organisée, coordonnée, de tous les travailleurs exploités que la victoire prolétarienne est possible. Il faut que les délégués d'usine élargissent leurs attributions au contrôle de l'établissement des prix. Ce revient des marchandises dans chaque usine ou entreprise. Il faut que les ouvriers agricoles, les paysans constituent dans chaque village des comités de contrôle chargés d'établir les prix de revient et de vente des produits agricoles. Il faut que les ménagères s'organisent dans les quartiers, dans les villes, en comités populaires de masse pour exercer un contrôle rigoureux des prix de vente au détail. En possession des renseignements fournis par les Comités d'usine, constitués par les délégués élus, par les Comités de paysans, la population laborieuse pourra agir, non seulement pour empêcher toute hausse nouvelle des prix, mais aussi pour faire baisser les prix de vente au détail. Coordonner cette action des Comités, c'est convoquer de larges Congrès de masses des Comités d'usine, des Comités de paysans, des Comités de quartier contre la vie chère. Il existe des Commissions départementales de surveillance des prix et au sommet une Commission Nationale, nous dit-on ? Qu'attend le Ministre Socialiste de l'Economie Nationale pour communiquer les renseignements, recueillis sur les engagements des patrons, sur leur comptabilité, sur tout ce qui pourrait faciliter l'action des masses travailleuses ? Il y a, nous répond-on, le secret des affaires commerciales et industrielles. Eh bien !

« Sur l'abolition de la loi sur l'arbitrage obligatoire pour arrêter net la hausse des prix et provoquer une diminution du coût de la vie, aurait comme conséquence de permettre au patronat organisé puissamment d'imposer à sa guise sa politique de spoliation des masses travailleuses. Les événements démontrent, une fois de plus, que dans le régime capitaliste la politique de « paix sociale », préconisée et voulue par les dirigeants du Front Populaire, est une politique d'affaiblissement de la classe ouvrière et de liberté d'action de plus en plus grande par le patronat, la bourgeoisie. Là encore, c'est notre Parti Ouvrier Internationaliste qui développe la seule politique qui per-

mette au prolétariat, et aux classes moyennes, de briser par la violence de classe la contre-offensive patronale. C'est par l'union, dans l'action de masse organisée, coordonnée, de tous les travailleurs exploités que la victoire prolétarienne est possible. Il faut que les délégués d'usine élargissent leurs attributions au contrôle de l'établissement des prix. Ce revient des marchandises dans chaque usine ou entreprise. Il faut que les ouvriers agricoles, les paysans constituent dans chaque village des comités de contrôle chargés d'établir les prix de revient et de vente des produits agricoles. Il faut que les ménagères s'organisent dans les quartiers, dans les villes, en comités populaires de masse pour exercer un contrôle rigoureux des prix de vente au détail. En possession des renseignements fournis par les Comités d'usine, constitués par les délégués élus, par les Comités de paysans, la population laborieuse pourra agir, non seulement pour empêcher toute hausse nouvelle des prix, mais aussi pour faire baisser les prix de vente au détail. Coordonner cette action des Comités, c'est convoquer de larges Congrès de masses des Comités d'usine, des Comités de paysans, des Comités de quartier contre la vie chère. Il existe des Commissions départementales de surveillance des prix et au sommet une Commission Nationale, nous dit-on ? Qu'attend le Ministre Socialiste de l'Economie Nationale pour communiquer les renseignements, recueillis sur les engagements des patrons, sur leur comptabilité, sur tout ce qui pourrait faciliter l'action des masses travailleuses ? Il y a, nous répond-on, le secret des affaires commerciales et industrielles. Eh bien !

« Sur l'abolition de la loi sur l'arbitrage obligatoire pour arrêter net la hausse des prix et provoquer une diminution du coût de la vie, aurait comme conséquence de permettre au patronat organisé puissamment d'imposer à sa guise sa politique de spoliation des masses travailleuses. Les événements démontrent, une fois de plus, que dans le régime capitaliste la politique de « paix sociale », préconisée et voulue par les dirigeants du Front Populaire, est une politique d'affaiblissement de la classe ouvrière et de liberté d'action de plus en plus grande par le patronat, la bourgeoisie. Là encore, c'est notre Parti Ouvrier Internationaliste qui développe la seule politique qui per-

mette au prolétariat, et aux classes moyennes, de briser par la violence de classe la contre-offensive patronale. C'est par l'union, dans l'action de masse organisée, coordonnée, de tous les travailleurs exploités que la victoire prolétarienne est possible. Il faut que les délégués d'usine élargissent leurs attributions au contrôle de l'établissement des prix. Ce revient des marchandises dans chaque usine ou entreprise. Il faut que les ouvriers agricoles, les paysans constituent dans chaque village des comités de contrôle chargés d'établir les prix de revient et de vente des produits agricoles. Il faut que les ménagères s'organisent dans les quartiers, dans les villes, en comités populaires de masse pour exercer un contrôle rigoureux des prix de vente au détail. En possession des renseignements fournis par les Comités d'usine, constitués par les délégués élus, par les Comités de paysans, la population laborieuse pourra agir, non seulement pour empêcher toute hausse nouvelle des prix, mais aussi pour faire baisser les prix de vente au détail. Coordonner cette action des Comités, c'est convoquer de larges Congrès de masses des Comités d'usine, des Comités de paysans, des Comités de quartier contre la vie chère. Il existe des Commissions départementales de surveillance des prix et au sommet une Commission Nationale, nous dit-on ? Qu'attend le Ministre Socialiste de l'Economie Nationale pour communiquer les renseignements, recueillis sur les engagements des patrons, sur leur comptabilité, sur tout ce qui pourrait faciliter l'action des masses travailleuses ? Il y a, nous répond-on, le secret des affaires commerciales et industrielles. Eh bien !

Défendons les délégués ouvriers Une odieuse sentence

de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité ;

« Considérant qu'aucune extension de ces pouvoirs ne doit être admise et qu'ainsi aucune ingérence dans la discipline, l'embauchage et l'administration des usines ne peut être tolérée de la part des patrons ;

« Qu'en particulier, on ne saurait admettre dans les usines et chantiers des réunions du personnel ouvrier, des grèves, des collectes, des cotisations, des distributions de tracts ou journaux, non plus que des actes de propagande en faveur d'une opinion quelle que soit d'ailleurs cette opinion ;

« Considérant qu'un délégué ne doit pas s'occuper de ce qui se passe dans les autres parties que celle qu'il a mandat de représenter ; qu'il doit continuer à travailler normalement dans son emploi, l'exercice de sa mission ne devant pas troubler le travail de l'atelier ni le distributeur de son travail personnel plus de dix heures par mois, au maximum ;

« Considérant qu'un délégué surpléant ne peut être nommé en cas d'absence ou d'indisponibilité de ce dernier ;

« Considérant enfin que les délégués ne sauraient se réunir entre eux à l'intérieur des usines pendant les heures de travail ;

« Attendu que, lors des faits rapportés dans la demande, X... paraît avoir méconnu et exagéré son rôle de délégué ;

« Que dès lors, la demande de sanction formulée par la société demanderesse est en principe justifiée ;

« Que, toutefois, il échet de retenir que X..., qui d'ailleurs postérieurement, a témoigné d'une attitude conciliante, s'est laissé entraîner par les circonstances ; qu'il convient dès lors, en lui rappelant le devoir de son fonction de délégué titulaire, de limiter la sanction à un blâme, en décidant toutefois que la présente décision pourra, par les soins de l'employeur, être affichée

dans les ateliers de celui-ci ;

« Par ces motifs, émettent à l'égard de X... la sentence suivante : « X... a eu une attitude d'ambivalence dans l'exercice de ses fonctions de délégué et une sanction s'impose ; décide que cette sanction sera l'affichage de la présente décision dans les ateliers de la société demanderesse, et que X... reprendra son travail et ses fonctions à compter du lundi 25 janvier 1937. »

Chaque camarade aura lu le texte de cette sentence avec la plus grande attention ; il est signé par le maire « communiste » de Drancy :

« Son importance est d'autant plus grande qu'imédiatement « L'Usine », hebdomadaire intitulé « Journal de l'Industrie et de la Métallurgie », et qui est un organe du Comité des Forges, s'est vivement emparé de cette sentence. Après publication des considérants les plus caractéristiques, procédant pour l'avenir une ligne de conduite à tenir par les délégués ouvriers », « L'Usine » du 28 janvier 1937 écrit :

« Voilà une sentence arbitrale qui fera certainement jurisprudence sur la question des délégués. On peut seulement regretter qu'elle soit venue un peu tard, car si ce principe avait été proclamé plus tôt, on aurait pu éviter des conflits provoqués par des confusions sur le rôle des délégués (Fives-Lille, Delacoste, etc.).

« Et « L'Usine » ajoute :

« Elle ne sera inutile ni pour les ouvriers ni pour les employeurs. Les premiers, mal renseignés, se sont abusés sur la fonction des délégués, considérés à tort comme des mandataires, chargés de contrôler, même d'intervenir dans l'administration des usines. Erreur, les délégués ouvriers n'ont pas les mêmes pouvoirs que les délégués mineurs, ni à plus forte raison que les conseils d'usines qui ont fonctionné en Allemagne et en Italie après la guerre et qui n'y ont pris que le caractère

de l'hebdomadaire du Comité des Forges, journal théorique de la politique nationale, non seulement marque son accord avec le maire « communiste » de Drancy, arbitre ouvrier, pour condamner la constitution, par les délégués d'usines, de comités à caractère soviétique, mais conclut en lui rendant un hommage — qui est pour la classe ouvrière une véritable condamnation de Louis Bérand, arbitre ouvrier — et en invitait les patrons à se servir dorénavant de cette sentence. Voilà la conclusion de « L'Usine » :

« Sans doute, la sentence arbitrale rendue par deux magistrats, ayant l'un une forte culture juridique et l'autre une grande expérience des questions du travail, ne pouvait traiter de tous les détails relatifs à la situation des délégués. Telle qu'elle est, elle constitue cependant un document capital auquel on ne manquera pas de se référer à l'avenir. »

Ainsi, nous sommes fixés, grâce à la loi sur l'arbitrage obligatoire, les patrons s'emploient à ligoter littéralement toute liberté d'action indépendante des délégués d'usine et par suite de tous les ouvriers eux-mêmes.

Le patronat élargit son front d'offensive de classe : la politique de hausse des prix pratiquée par lui réussit, maintenant il s'apprête à passer à l'attaque contre les dernières conquêtes des occupants d'usines de Juin 1936 et ceci avec l'accord d'arbitres ouvriers.

Le problème du rôle des délégués d'usine, conjointement à celui de la lutte contre la vie chère et pour l'échelle mobile, est posé par la sentence arbitrale citée plus haut et chacun en comprend toute l'importance.

Nous examinerons, en fonction des considérants de cette sentence, de la loi sur les conventions collectives et des tâches à accomplir par la classe ouvrière dans la situation présente, le véritable rôle des délégués d'usine.

Ce sera, si vous le voulez bien, pour la semaine prochaine.

La Presse qui ment et qui tue...

La campagne de diffamation continue contre nous, contre Trotsky, contre Victor Serge... Que cette campagne soit réactionnaire, qu'elle ait pour but d'effrayer les révolutionnaires, c'est ce qui ressort nettement des articles de M. Cachin sur notre « gauchisme ».

Mais ce qui est plus précis, c'est que cette campagne n'est que la répétition presque servile des vieux arguments réactionnaires.

Au niveau de M. Gallus

Voilà par exemple ce qu'en août 1933, M. Gallus écrivait dans « L'Intran » à propos de Victor Serge :

« C'est un Russe, autant que je puisse comprendre, et qui a lié partie d'abord avec des assassins français, puis avec les révolutionnaires espagnols puis avec les bolcheviks. »

« Vous oubliez tout ce qu'il a fait, vous négligez tout ce qu'il pourra faire, sous prétexte qu'il a bien voulu écrire dans notre langue cinq ou six petits volumes. Mais je connais bon nombre d'écrivains français qui ont lutté pour la France et qui ont pourtant grand-peine à vivre. Souffrez que je m'intéresse à eux tout d'abord, avant de m'occuper d'un homme qui n'a jamais servi que sous le général

Bonnot et n'a usé de notre hospitalité pour s'affilier à des bandits. »

M. Sadoul, en calomniant un écrivain révolutionnaire qui avait été son ami, n'a trouvé qu'à imiter le langage du capital, Gallus.

De même toute la prose ignoble de « L'Humanité » concernant Trotsky est dans la pure tradition du « Matin » :

« Il y a même, disait « Le Matin » d'avril 1934, les raisons les meilleures du monde — des raisons de sécurité, de dignité, de patriotisme — pour lui refuser toute installation en France. Il est l'homme qui a signé la trahison pendant la guerre et qui est par conséquent responsable des milliers de morts français. »

Pas d'individu de est acabit chez nous !

Le 18 avril 1934, « Le Matin » exultait « satisfaction est donnée au pays : Trotsky est chassé ! Il a été officiellement reconnu que l'homme de Ernest Litovsk, qu'il était stupéfiant de voir hospitalisé par cette France même qu'il avait trahie, abusait de cette hospitalité pour créer en France un nouveau foyer d'agitation communiste. La raison, l'autorité, la sécurité reprennent de leurs droits. »

C'est ça la vraie « réconciliation française » !

Et le concours ?

Aidez la Lutte...

LA VIE DU PARTI

En masse, AU MEETING contre le blocus Blum, Eden-Staline

Notre parti n'a cessé d'exprimer, et plus particulièrement la semaine dernière, dans sa lettre ouverte de front unique, sa position de lutte implacable contre le blocus.

Nous pensons que pour cet objectif précis : briser le blocus qui favorise Franco et qui étrangle la révolution espagnole, l'action commune, la liaison systématique des efforts doit être réalisée avec tous les militants, avec tous les groupements, partis, organisations prolétariennes (anarchistes, socialistes, communistes, groupes oppositionnels) qui déclarent vouloir obtenir ce résultat.

Un premier pas est fait dans la réalisation de ce front unique prolétarien contre le blocus par la convocation à la Mutualité, le jeudi 4 mars, d'un grand meeting que nous annonçons par ailleurs, et auquel tous les travailleurs révolutionnaires doivent assister pour y manifester leur volonté de mettre un terme à la comédie diplomatique qui se joue à Paris chez MM. Blum-Delbos et à Londres chez M. Eden, sur le dos des ouvriers d'Espagne.

Nous soulignons la présence parmi les orateurs de deux délégués des organisations qui sont à l'avant-garde de la lutte contre Franco : un camarade de la C. N. T., le camarade Gorkin pour le P. O. U. M. Nous avons demandé que le Parti communiste soit invité officiellement à s'associer à cette manifestation publique contre le blocus. En effet, Gabriel Péri exprime son mécontentement dans « L'Humanité » de la politique de Blum-Delbos, qu'il soutient par ailleurs de ses votes sans éclipse, avec tous les autres dirigeants communistes, et à laquelle l'U. R. S. S. s'associe au Comité de Londres. Il montre que cette politique est un crime monstrueux. C'est pourquoi les travailleurs communistes ne permettront pas qu'on laisse perpétuer ce crime et exigeront une action vigoureuse pour lever l'embargo sur les armes et les volontaires, posé par les gouvernements Blum, Eden, Staline.

Au surplus, il s'agit moins que jamais de se cantonner à des meetings. Une expérience catastrophique est là. Le Parti communiste a fait des centaines de meetings contre le blocus. Pour aboutir à quoi ? à l'abandon de son mot d'ordre : « A bas le blocus ! », au vote de la loi sur le blocus des volontaires, au blocus renforcé de Londres, sous prétexte de contrainte !

Pourquoi ? Parce que, ainsi que nous n'avons cessé de le répéter, la lutte contre le blocus, sans la lutte implacable contre notre propre bourgeoisie, contre l'impérialisme français est une phrase creuse. Le meeting de front unique de la Mutualité doit être le point de départ d'une politique d'envergure pour ébranler l'impérialisme français et faire reculer son gouvernement.

Il faut organiser l'action énergique contre la bourgeoisie, à l'usine, sur le lieu du travail, dans la rue. Il faut, comme nous l'avons demandé avec les camarades anarchistes, organiser une vaste manifestation de rue contre le blocus. C'est un crime de se laisser entraver une seule seconde par les considérations de la diplomatie de parti ou de la diplomatie tout court. Il y va de la vie de la révolution espagnole ! L'action contre le blocus doit être poursuivie jusqu'au succès décisif. Et la victoire est possible avec l'union des travailleurs anarchistes, socialistes, staliniens, trotskystes, sans parti, avec la C. G. T.

Où, il faut unir les masses ouvrières dans la volonté farouche et désespérée de briser le « cordon sanitaire » criminel que les impérialismes dits démocratiques et fascistes forment autour de la révolution espagnole.

N'abandonnant rien de ses conceptions propres sur la révolution en France et en Espagne, notre parti participera de toutes ses forces à l'action commune, avec le souci d'aboutir avant tout à la rupture du blocus.

Voici le livre que tout militant doit connaître :

Léon Trotsky
par PÉRO

La vie et l'œuvre du grand révolutionnaire, avec, en annexe, le testament politique authentique de Lénine.

Une biographie populaire sous couverture illustrée en deux couleurs, de 32 pages, format in-4° couronné, au prix de fr. 2,50.

N. R. C.

Le Gérant, AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Rognault, PARIS-XI^e

Que veut le P.O.I. ?

(Suite de la page 1)

Mais c'est exactement le contraire que racontent MM. Blum et Thorez.

Le Parti Communiste se tourne vers les parlementaires de toutes nuances, pour leur proposer un système fiscal, qu'il revêt de la caution de M. Caillaux, l'homme du capital. Il multiplie les courbettes, non seulement à l'égard du parti qui représente l'impérialisme dans le Front populaire, le Parti radical, mais même à l'égard des « conservateurs », au nom de « la paix ». Il est disposé à tendre la main à tout le monde sauf aux trotskystes.

De son côté M. Blum, pour tirer la leçon de « l'expérience », se tourne vers le grand capital en ces termes (discours de Nantes) : « Est-ce que les hommes qui essaient de creuser l'abîme envisageant les conclusions que les masses travailleuses pourraient en tirer ?... »

« Est-ce qu'il n'y aurait pas danger à essayer de leur faire croire qu'à l'intérieur du régime social actuel toute réforme est condamnée à se dévorer elle-même ? »

Et il propose « la pause », qu'il définit ainsi : l'arrêt de la hausse des prix, l'arrêt de la hausse des salaires. Cette norme d'allure « égalitaire » doit être dans la réalité interprétée ainsi : « Moi, gouvernement du Bien public, tandis que la vie a augmenté de 30 à 40 %, je refuse de rajuster les traitements des fonctionnaires, j'ordonne avec ma police aux ouvriers de cesser l'agitation pour le rajustement de leurs salaires. Dans le même temps je m'engage (le passé est garant de l'avenir !) au moyen de quelques règlements et de quelques préfets, à enrayer la hausse du coût de la vie, c'est-à-dire en restant dans le cadre du régime capitaliste, à obliger le capitalisme à renoncer à sa raison d'être : la course au profit.

Bien parlé commentent l'Œuvre et l'Humanité !

La presse réactionnaire réplique « Nous vous l'avions bien dit qu'il fallait une pause. Il faut réduire les dépenses, c'est-à-dire imposer davantage de charges aux travailleurs et pour pouvoir y réussir, il faut un ministère de salut public ! »

Pour éviter toute équivoque le Temps (supplément financier) ajoute : « Il s'agit toutefois de savoir s'il suffit d'une pause pour rassurer les capitaux, s'il n'est pas indispensable pour les déterminer à revenir de renverser la vapeur ». Est-il exact que pour rassurer le capital, l'organe du grand capital, peut encore donner quelques leçons à l'Humanité, et à Blum ?

D'autres dirigeants du Front populaire, comme Paul Faure, Jouhaux qui sentent mieux le vent de la colère ouvrière, parlent de porter un coup au système entier, par les nationalisations. Mais les ouvriers des premières industries « nationalisées », qui savent que les nationalisations de Paul Faure, ont enrichi les capitalistes, les ont laissés en place, et menacent de diminuer le niveau de vie des ouvriers et des techniciens, demandent : de quelles nationalisations s'agit-il ? De celles

qui renforcent les marchands de canons ou de celles qui les exproprient ? Pas de nouvelles escroqueries !

Jouhaux parle « du cercle infernal » du régime capitaliste dans le domaine économique, mais ce cercle infernal des prix et de la spéculation, se complète d'un autre cercle non moins infernal, celui de la collaboration de classes, où représentants du Front populaire et représentants du capital, veulent « améliorer », le régime pourrissant, et rassurer les propriétaires !

Le prolétariat ne brisera le cercle infernal du régime, qu'en rompant celui de la collaboration de classe. Assez de fraternisation avec les chefs radicaux, et les hommes du capital ! A bas les ministres radicaux !

On veut de l'argent pour payer les fonctionnaires ?

Qu'on les paie avec les indemnités données aux marchands de canons Brandt et autres !

Qu'on dégonfle le monstrueux budget de guerre.

Ainsi on pourra, payer et rajuster les traitements, et aider efficacement par des indemnités de crise les petits paysans et commerçants.

Pour enrayer la hausse des prix, lutte sur le terrain de classe, constitution de comités de masse par quartiers, qui par un mode autrement efficace que l'honorable commission pratiqueront l'action directe, contre tels spéculateurs et les acapareurs, en imposant par des manifestations, comme le fit le prolétariat italien, la diminution des denrées. Les Jacobins pendaient les spéculateurs à la lanterne ! Le peuple de Paris, repoussera les Jacobins dégénérés du radicalisme, mais mettra à son tour les gros spéculateurs à la lanterne !

Pour imposer le rajustement des salaires, assez de diplomatie !

De solides comités d'usines, un puissant congrès de délégués. Et en route vers une contre-offensive de masse, pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier.

Mais ces réformes elles-mêmes, arrachées, à la manière de juin, seront instables, et ne pourront être conservées que si elles sont développées par la lutte, contre le régime. Il faut les véritables nationalisations, par l'expropriation sans indemnité des gros capitalistes. Le moyen d'y aboutir : Le gouvernement ouvrier et paysan appuyé par les comités d'ouvriers, de paysans, de soldats.

L'activité du P.O.I.

Élections municipales du 19^e Votez pour BARDIN

Une réunion électorale des fascistes doriotistes dans le 19^e s'est terminée au xcrix de « Trotsky à Paris », « Aux chiottes Doriot » et au chant de l'Internationale.

Vendredi soir, au préau de la rue Manin, notre camarade Bardin, candidat du P. O., porta la contradiction aux fascistes doriotistes. Un groupe de communistes, se trouvant à la réunion, faisant contre les doriotistes le front unique avec les trotskystes, applaudirent notre camarade Bardin. Qu'en pensent les staliniens Cachin et Vaillant-Couturier ?

Une note première réunion électorale rue des Bois, à laquelle assistaient une cinquantaine d'ouvriers dont plusieurs communistes, le camarade Bardin, candidat de notre Parti, exposa le programme du P. O. I. et de la IV^e Internationale.

Il fut attentivement écouté et applaudi par les camarades ouvriers, y compris les camarades communistes.

Quelques camarades communistes nous annonçèrent qu'ils viendraient demander la contradiction plaisir, camarades communistes ; à notre prochain réunion. Avec les ouvriers écouteront l'exposé des deux politiques et jugeront quels sont les vrais léninistes.

A l'occasion des élections du 19^e (Quartier Amérique) les travailleurs avancés, affirmeront leur haine du fascisme et leur dégoût des banqueroutiers du Front Populaire, en votant pour Bardin, candidat du P. O. I., et de la IV^e Internationale.

A DOLE (Jura)

Les exclusions pour délit d'opposition pleuvent dans le P.C. Et les bureaucrates s'efforcent par tous les moyens de l'appareil de bourrer le crâne aux ouvriers.

Le 20 février Duclos, en personne, vient parler de l'Espagne (que le blocus Blum-Eden-Staline assassine) du Procès de Moscou et de l'union de la nation française.

Le camarade Colliard du Rayon de Lyon, ira demander la parole, à ce haut magistrat de la III^e République, nous rendrons compte des résultats dans notre prochain numéro.

LYON

De nombreux meetings locaux suivent le meeting Central. A Vaise, à Gerlaud.

Le P. O. I. pratique le front unique avec les camarades de l'Étoile Nord-Africaine. Vendredi, grand meeting des travailleurs indigènes, avec un orateur du P. O. I., un Indochinois, un orateur de l'Étoile Nord-Africaine.

Après avoir appelé à une contre-manifestation contre Doriot, le P. O. I. et les J. S. R., ont appelé à balayer les bandes de La Rocque, et à la Milice ouvrière, à l'occasion de la visite du colonel.

SAUMUR

La cellule J.S.R. de Saumur a enregistré dix demandes d'adhésion provenant en majorité de camarades J.S. et J.C. démissionnaires. Une cellule P.O.I. sera constituée sous peu. Cent numéros de la Lutte Ouvrière ont été vendus à la criée !

Qui relèvera le défi lancé par la cellule de Saumur ?

LES travailleurs du 20^e soutiendront le P.O.I.

Vendredi 19, la cellule du P. O. I. et des J. S. R. de Belleville a organisé une excellente réunion publique, rue de Belleville. Marat, Cojot et Naville, exposeront la politique du parti sur l'Espagne, devant la crise du Front populaire, sur le procès de Moscou.

Un camarade socialiste et un anarchiste prirent la parole. Nombreux étaient les staliniens présents, mais aucun ne voulut profiter de la contradiction. Excellente réunion de propagande.

CONVOICATIONS

Les envois sont faits dès réception du mandat. Prière de joindre 10% du montant de la commande pour couvrir les frais d'expédition.

Pour la revue, ainsi que pour le Service des Livres, adresser les fonds au compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris.

P.O.I.

TRESORERIE
DE LA REGION PARISIENNE

Tous les jeudis, de 18 à 20 heures au local.

III^e Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, rue Turbigo.

Cellule du V^e. — Réunion jeudi, 9 heures, 29, rue Monge.

XII^e Cellule. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XV^e Rayon. — Tous les mercredis, Cercle d'Études Sociales, 96, rue Saint-Charles. Métro Beaugrenelle.

XIV^e Cellule. — Vendredi 21 h. café Talbot, 193, rue de Vanves.

XVII^e Cellule. — Réunion tous les mercredis, café Duclos, 79, avenue de Saint-Ouen.

XIX^e Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès.

Chronique d'U.R.S.S.

L'EMBOLE D'ORDJOUKIDZE

Ordjoukidze n'a pas survécu aux assassinats dont il partageait la responsabilité comme bras droit de Staline. Il ne faut pas oublier que Piatakov n'était au commissariat de l'Industrie lourde, que l'adjoint d'Ordjoukidze... Assassinat ou suicide ? Staline a-t-il fait supprimer ce « dirigeant » trop compromis ?

POTNA ASSASSINE EN PRISON

Potna, attaché militaire à Londres, a été inculpé dans les « instructions » de Vichinsky. Il n'a jamais comparu. Les journaux ont appris la semaine dernière qu'il avait été trouvé mort dans sa cellule. Assassiné sans aucun doute par la Guépéou ! Par crainte de complications diplomatiques avec l'Angleterre ainsi qu'avec les dirigeants de l'Armée Rouge, Staline fait exécuter en secret ceux qu'il ne peut compromettre publiquement dans ses amalgames policiers.

Potna fut vu combattant valeureux de la première heure de l'Armée Rouge. Le prolétariat révolutionnaire n'oubliera pas sa mémoire !

YAGODA ARRETE

Le metteur en scène du procès Zinoviev, comme chef de la Guépéou, Yagoda, est à son tour arrêté. Il n'y a plus pour lui d'espoir... Il en sait trop.

KALININE DANS LE BAIN

Kalinine, président de l'U.R.S.S. sautera bientôt... Staline fait publier des lettres de Lénine où celui-ci indique que la présidence doit être souvent remplacée, que le président peut être tour à tour ou grand-russe, ou ukrainien, ou géorgien...

LEPROCES DE TIFLIS

Un nouveau procès stalinien aura lieu sous peu, à Tiflis. Le Temps l'a annoncé ; mais les domestiques de l'Humanité n'ont pas encore reçu les ordres. On y accusera les « trotskistes » de vouloir « séparer la Géorgie de l'U.R.S.S. et en faire une colonie des impérialistes ». Mdivani, principal accusé est un vieux bolchevik, proche collaborateur de Lénine.

Dans cette affaire, Staline veut se venger de la politique que Lénine et Mdivani firent contre l'attitude autoritaire et centralisatrice de Staline, en 1923.

Voici par exemple ce que Lénine écrivait à Mdivani le 6 mars 1923 : « Je suis passionnément votre ami. Je suis révolté de la brutalité d'Ordjoukidze et de la tolérance de Staline et Dzerjinski. Je vous prépare des notes et un discours. Avec ma considération. Lénine ».

À la lumière de cette lettre, le prochain procès s'éclaircit...

Questions

A MM. CACHIN ET P. V. C.

La question ci-après a sauté, par une faute matérielle, de notre questionnaire à Cachin et à P. V. C., publié dans notre précédent numéro :

Pourquoi l'Humanité a-t-elle escomoté le défi lancé par Trotsky déclarant qu'il se rendait à Moscou, si une commission d'enquête internationale impartiale lui reconnaissait la moindre culpabilité. Pourquoi Cachin a-t-il affirmé repousser la proposition de tribunal international ?

N'avoué-t-il pas là que les chefs staliniens n'acceptent que les instructions et la justice fabriquée de la Guépéou ?

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

VILLEURBANNE. — Réunion cellule dimanche, 149, rue F.-D. Pressensé, café Boule Pressensé.

J.S.R.

J.S.R. (Région parisienne). — Dimanche 21 février, assemblée générale des responsables de cellule. Retenir la date. Une circulaire indiquera le lieu et l'ordre du jour.

COMITE REGIONAL PARISIEN. — Tous les mardis, 21 heures, au local.

IV^e Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XII^e Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

XVII^e Cellule. — Tous les vendredis, 59, rue de Gauthery.

XIX^e Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19^e). Rendez-vous : Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19^e).

XX^e Cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrego.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger.

Le Coin des Jeunes

Réponse à l'Avant-Garde

Paris, le 12 février 1937.
L'Avant-Garde a été prié d'insérer la réponse ci-après à son numéro du 20 février :

Citoyen Rédacteur en Chef de l'AVANT-GARDE

21, rue de Cléry, PARIS

Citoyen,

Dans le dernier numéro de l'Avant-Garde, du samedi 20 février 1937, en deuxième page, 6^e et 7^e colonne, sous le titre « Malfaiteurs publics » et sous la signature de Victor Michaud, vous avez inséré un article calomnieux contre la JEUNESSE SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE et mis en doute, de la façon la plus perfide et la plus misérable, mon honorabilité de militant révolutionnaire.

Avant de vous obliger à apporter ces preuves des calomnies que vous avancez à la légère sur mon compte, et avant de répondre à vos insinuations par des documents et des textes accumulés au cours de ces dernières années, je veux tout de suite dans cette courte réponse (que je vous prie d'insérer comme c'est mon droit, en vertu de la loi, dans votre prochain numéro, en même page et même colonne que l'article me concernant) les précisions suivantes :

1^o Au sujet de la carte postale « fameuse » envoyée d'Oslo, vous omettez volontairement d'informer que le récepteur de cette carte envoyée sous forme de boutade, est le camarade ROBERT FOL, 68, rue Duhesme, Paris 18^e qui était en novembre 1935 secrétaire du 18^e rayon des Jeunes Communistes et un ami personnel du régiment, ce qui détruit toute votre « argumentation » stupide au sujet de notre volonté d'assassiner Staline.

2^o Vous portez ensuite contre moi des accusations et des insinuations perfides dont vous ne croyez pas un mot d'ailleurs et qui nous prouvent une fois de plus votre manque de scrupule bien connu et qui ne laisseront qu'un dégoût physique à tous ceux qui de près ou de loin ont pu juger mon activité de militant prolétarien.

Vous n'êtes pas si haineux et vous ne vous souciez guère de ma vie privée orsqu pendant toute une période vous ne receviez du Parti Communiste, 120, rue Lafayette, Guyot, Granjon ou Michaud lui-même, et m'encouragez à lutter pour réaliser l'Unité d'Action entre les J. S. et les J. C.

3^o C'est parce que nous avons, Roussel et moi-même, signé le premier pacte d'Unité d'Action avec vous, malgré l'interdiction de la bureaucratie réformatrice de la S.F.I.O. que nous sommes entrés à cette époque en lutte ouverte contre elle et le C. N. M.

4^o Vous n'aviez rien à me reprocher quand à deux reprises, le samedi 25 et le lundi 29 avril 1935 vous m'avez mis en rapport avec KOSSAREV et TCHÉMODOANOV, secrétaires des Komsomols et de l'Internationale Communiste des Jeunes ? Qu'attendait-on de moi ? Que j'organise dans la Jeunesse Socialiste une fraction soutenue par vous pratiquement et dirigée vers l'adhésion à la III^e Internationale ; que j'obtiens l'exclusion des « Trotskyistes » en m'appuyant sur les réformistes, et enfin que nous fassions comprendre à nos camarades la nécessité de marcher en cas de guerre avec l'Allemagne sous les ordres de l'Etat-Major et de la bourgeoisie française, sous le fallacieux prétexte de « défendre les conquêtes de la révolution d'Octobre ».

C'est parce que nous avons refusé d'être dans les Jeunes Socialistes les agents déguisés de la diplomatie Soviétique et de la Bureaucratie Stalinienne, que vous avez lancé dès cette époque des calomnies, des mensonges et des insinuations misérables qui vous discréditeront à tout jamais devant des masses de plus en plus considérables de travailleurs honnêtes.

Vos accusations ne doivent pas en rester là. Nous vous proposons un débat public avec la J. S. R. et où sera convoquée la jeunesse prolétarienne de Paris. Vous renouvellerez publiquement vos accusations et nous apporterons nos documents et nos archives.

Nous vous mettons au défi d'apporter le moindre preuve palpable de ce que vous avancez. Et nous attendons avec impatience votre réponse.

Fred ZELLER,
13, passage Dubail
Paris 10^e

LA FETE DU CLUB SPORTIF
DU LIVRE-PARISIEN

Nos camarades du C. S. L. P. nous prient de communiquer que el Samedi 27 février à la Salle Albouy, 37, rue Albouy, aura lieu la fête annuelle de ce club. Un concert avec de nombreuses vedettes sera suivi d'un nba plein d'entrain avec le Jazz Lantz. Invitation fraternelle à tous.

Le C. S. L. P.